



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article3024>

Le gouvernement est fragilisé. Faisons le vaciller pour de bon.

- En lutte -



Date de mise en ligne : dimanche 9 février 2020

L'École Émancipée

L'école émancipée tient à dénoncer les violences policières proférées envers notre camarade Alexandre Dechavanne, secrétaire départemental de la FSU de Guyane, alors que celui-ci tentait d'encadrer un groupe de manifestant-es le jeudi 6 février. Il est clair qu'en visant un responsable syndical c'est la contestation syndicale que le gouvernement tente de museler par tous les moyens. Il est de la responsabilité du gouvernement et du ministre de l'intérieur de faire cesser toutes les violences policières et de permettre que les responsables de celles-ci soient traduit-es en justice.

Depuis le 5 décembre 2019, à l'appel de l'intersyndicale nationale CGT-FO-FSU-Solidaires, les manifestations et mobilisations se succèdent partout en France pour obtenir le retrait du projet de retraites à points porté par Macron et ses ami-es de la finance. Si le nombre de manifestant-es et grévistes a diminué, la détermination reste intacte et ce projet est toujours refusé par une majorité de la population. L'examen de la loi à l'assemblée nationale caractérise encore plus l'impréparation et le vide du projet. À ce jour, il n'y a toujours aucune réponse sur la valeur du point, la prise en compte réelle de la pénibilité, etc. La prochaine journée nationale d'action est le 20 février. Il convient dès maintenant de la préparer et de la vulgariser pour la réussir et prouver encore une fois à ce gouvernement néolibéral que la mobilisation ne faiblit pas. Il faut arriver à généraliser la grève, bloquer l'économie et les échéances futures doivent le permettre. De même, les négociations dans les différents ministères et principalement celui de l'Éducation nationale sur la revalorisation montrent leur caractère fallacieux. Ce qui ne devrait être qu'une revalorisation salariale suite à une perte programmée de pensions se révèle être une remise en cause des obligations de service, des missions, etc. Le Blanquerator ne respecte rien et son objectif unique est de démanteler le service public d'éducation en s'appuyant sur et en légitimant la violence policière pour réprimer les contestations lycéennes.

La question d'une action sectorielle Éducation est donc posée pour refuser les contre-parties voulues par le ministère et pour défendre une autre politique scolaire. Une mobilisation des agent-es des services publics et de la fonction publique l'est tout autant. Ces mobilisations doivent être inscrites dans le cadre interpro pour montrer le caractère systémique d'une réforme de combat qui veut changer radicalement de modèle social.

Ce gouvernement est fragilisé, embourbé dans une réforme honnie. Alors, ne lâchons rien. Continuons à nous mobiliser les prochains jours en multipliant les actions diverses et variées et le 20 toutes et tous dans la rue !